

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

N°ST 2024\_055

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 04 mars 2024 de la société FINOT ET JACQUEMET 764 route de Varacieux, 38470 VINAY représentée par Monsieur Tony PRUNIER, chargé d'affaires ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,  
**VU** le Code de l'Urbanisme,  
**VU** le Code de la Voirie Routière,  
**VU** le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),  
**VU** le Règlement de voirie communale,  
**VU** l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution des travaux de ravalement de façade faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des employés du bénéficiaire et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

**ARRÊTE**

**Article 1 – Autorisation :** Du lundi 04 mars au mercredi 03 avril 2024, le bénéficiaire est autorisé à installer sur le trottoir et à empiéter sur la chaussée, une cabane de chantier ainsi qu'un fourgon au droit du N°21 rue de la Plaine afin d'effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 - Restrictions de stationnement et de circulation :** Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés du 04 mars au 03 avril 2024 au droit du n° 21 de la rue de la Plaine.

- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux de l'entreprise seront interdits dans l'enceinte du chantier
- Une déviation adaptée pour la circulation des véhicules sera mise en place par l'entreprise.
- La circulation piétonne est interdite dans l'emprise du chantier et une déviation sera mise en place pour dévier les piétons sur le trottoir opposé autant que nécessaire.

**Article 3 - Signalisation :** La signalisation au droit et aux abords de l'emprise sera mise en place par le bénéficiaire. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément, en cohérence avec la signalisation temporaire.

**Article 4 - Redevance :** La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération 2023\_105 en date du 03 octobre 2023 du Conseil Municipal (4 €/m²/semaine sur trottoir, et 8 €/ m²/semaine sur voirie).

**Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté et remise en état des lieux :** La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour la période du 04 mars au 03 avril 2024. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 6- Formalités d'urbanisme :** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

**Article 7 : Publication, affichage et diffusion :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 8 : Recours :** Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin, le 08 mars 2024,

Le Maire,  
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,  
La Cheffe de Service des Espaces Publics,  
Gwenaëlle LAMY

